

RDCongo/Dans la perspective de la présidentielle Opposition, division, confusion, spéculation...

AFP
Kinshasa/RDCongo

La volte-face de Félix Tshisekedi (UDPS) et Vital Kamerhe (UNC) est venue compliquer la donne par rapport à une "transition pacifique".

LA confusion règne de nouveau à dix jours de l'ouverture de la campagne pour les élections du 23 décembre en République démocratique du Congo, où le candidat unique de l'opposition Martin Fayulu s'est déclaré "révulsé" par la volte-face de deux ténors qui lui ont brutalement retiré leur soutien.

Dans le cadre d'une présidentielle à un tour, l'opposition affirmait vouloir un "candidat commun" face au "dauphin" du président Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001 et qui ne pouvait pas se représenter.

Les partenaires étrangers de la RDC (Nations unies, États-Unis, France, Belgique, Afrique du Sud...) croisaient les doigts en rêvant d'une première "transition pacifique" dans le plus grand pays d'Afrique sub-saharienne, susceptible d'inspirer toute l'Afrique centrale.

La donne s'est compliquée lundi soir quand Félix Tshisekedi (UDPS) et Vital Kamerhe (UNC) ont dénoncé l'accord conclu la veille à sept pour désigner à la surprise générale l'outsider Martin Fayulu comme candidat commun de l'opposition.

"L'accord existe toujours", a déclaré M. Fayulu sur TV5Monde, dans sa première réaction à la volte-face de MM. Tshisekedi et Kamerhe qui affirment avoir agi sous la pression de leur base.

« C'est extrêmement grave.



Photo : AFP

La pression exercée par leurs militants (ici ceux de l'Union pour la Nation congolaise de l'ancien président de l'Assemblée nationale) ont eu raison de Félix Tshisekedi et de Vital Kamerhe, qui ont ainsi renoncé à l'accord conclu dimanche à Genève, compliquant la donne par rapport à une transition pacifique.

Quel signal donnons-nous aux enfants et à la population, surtout nous dans l'opposition qui disons tout le temps que le pouvoir "kabiliste" ne respecte pas la Constitution? », s'est-il emporté sous le coup de ce dernier avatar d'un grand classique de la politique congolaise : la division des opposants.

"J'invite mes frères (Tshisekedi et Kamerhe) à dépasser les considérations partisans et à privilégier l'intérêt supérieur de la Nation. Il n'est jamais trop tard pour bien faire", a tweeté hier après-midi dans un tweet M. Fayulu.

"Pour l'instant le dialogue est rompu", a déclaré à l'AFP un responsable de l'UDPS à Bruxelles où se trouve toujours M. Tshisekedi, qui pourrait rentrer samedi à Kinshasa.

REPORT DES ELECTIONS• Les partisans de MM. Tshisekedi et Kamerhe leur demandent de

maintenir leur candidature, alors que l'accord de Genève envisageait le "retrait par solidarité" au profit du candidat commun.

Cet accord a également été signé par deux autres ténors, Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba, qui n'ont pas pu se présenter à l'élection présidentielle.

L'accord révélé par Jeune Afrique envisageait aussi l'hypothèse de "la non-tenue de l'élection présidentielle", avec dans ce cas une réunion d'une "conférence des leaders" pour "statuer sur les options nouvelles, l'issue de la candidature commune et les stratégies à adopter".

Cet éventuel nouveau report des élections – le mandat de Joseph Kabila s'est achevé en décembre 2016 – a embrasé la base de l'UDPS, le parti de M. Tshisekedi.

« Nous avons estimé que nos amis "invalidés" (MM. Katumbi et Bemba) n'étaient

pas sincères avec nous, qu'ils voulaient nous amener vers un boycott, un chemin dangereux pour la RDC », avait déclaré lundi à l'AFP le secrétaire général de l'UDPS Jean-Marc Kabund.

"Il nous a fallu verser le sang dans ce pays pour que Kabila accepte d'organiser les élections. Et nous allons sacrifier tous ces efforts ? Nous ne pouvons pas admettre tout cela", a-t-il ajouté.

L'UDPS veut des élections coûte que coûte le 23 décembre, et avec ou sans la "machine à voter" (qui permettront aux électeurs de choisir les candidats et d'imprimer les bulletins de vote), rejetée par les autres signataires.

"NOTRE CONGO MERITE MIEUX"• Ces divisions au sein de l'opposition arrangent le Front commun du Congo (FCC) constitué autour du président Kabila et de l'homme qu'il soutient

pour lui succéder, l'ex-ministre de l'Intérieur et patron du parti présidentiel Emmanuel Ramazani Shadary.

"Que tous ceux et celles qui sont profondément déçus par cette énième trahison de notre peuple par les leaders de l'opposition congolaise au service d'une cause étrangère à l'intérêt national, rejoignent le camp du Congo, le FCC", a tweeté le camp présidentiel.

Les querelles de l'opposition désolent le mouvement citoyen anti-Kabila Lutte pour le changement (Lucha) : "Nous n'avons d'autres choix que de réinventer par nous-mêmes (...) le changement que nous voulons (...). Assez ! Notre Congo mérite mieux".

Les spéculations vont bon train sur les raisons profondes du retournement de MM. Tshisekedi et Kamerhe.

Le quotidien Le Potentiel voit la "main noire" des services de renseignement derrière la fronde de leurs militants : "Des observateurs avertis de la scène politique s'accordent pour dire que les services ont travaillé au corps les partisans de l'UDPS et de l'UNC".

Autre hypothèse : floués par MM. Katumbi et Bemba, MM. Tshisekedi et Kamerhe avaient prévu un coup de billard à trois bandes en faisant mine de découvrir la colère de leur base...

En attendant, il reste toujours 21 candidats en course à l'élection présidentielle toujours prévue le 23 décembre, en même temps que les législatives et les provinciales. Et MM. Tshisekedi et Kamerhe ont les faveurs d'un sondage qui place le candidat du pouvoir en troisième position derrière eux deux.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique.** Le ministre de l'Intérieur rend son tablier



Photo : AFP

Le ministre sud-africain de l'Intérieur, Malusi Gigaba, qui était la cible de tentatives d'extorsion après le vol d'une vidéo à caractère sexuel le concernant, a démissionné de ses fonctions, a annoncé hier la présidence sud-africaine.

• **Centrafrique/Conflit.** Abdoulaye Hissène, chef de guerre motivé par l'argent

Le chef de groupe armé opérant en Centrafrique Abdoulaye Hissène, 51 ans, est "l'un des profiteurs de guerre les plus influents" de ce pays en conflit, ayant amassé "une fortune" grâce à la violence et au commerce illégitime de ressources, indiquait un rapport hier.

• **Tunisie/Politique.** Parlement : confiance au nouveau gouvernement

Le Parlement tunisien a voté dans la nuit de lundi à hier la confiance au nouveau gouvernement de Youssef Chahed, à la suite d'un remaniement qui avait été critiqué par le chef de l'Etat Béji Caïd Essebsi.

A travers le monde

• **Allemagne/Procès.** Un ex-garde de camp nazi dit "sa honte" mais clame son innocence



Photo : AFP

Johann Rehbogen, 94 ans, ancien garde du camp nazi de Stutthof, jugé en Allemagne pour complicité de centaines de meurtres, a exprimé hier sa "honte" d'avoir été SS mais clamé son innocence en affirmant avoir ignoré l'existence des chambres à gaz.

• **Brésil/Politique.** Un général ministre de la Défense

Le président élu du Brésil Jair Bolsonaro a annoncé hier la nomination au ministère de la Défense du général de réserve Fernando Azevedo e Silva, ancien chef d'état-major qui avait occupé un poste clé lors jeux Olympiques de Rio-2016.

Mali/Jihadistes

A Gao, les ministres française et allemande dénoncent l'attentat de la veille

AFP
Gao/Mali

Trois civils avaient péri dans cette attaque perpétrée dans la cour d'une résidence et revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou JNIM, selon l'acronyme arabe).

LA ministre française des Armées, Florence Parly, et son homologue allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, en visite hier auprès des troupes allemandes et françaises à Gao,

ont dénoncé l'attentat suicide qui a fait trois morts et des blessés la veille dans cette ville du nord du Mali. "L'attentat qui a eu lieu hier soir ici à Gao est odieux. Une nouvelle fois, ce sont des populations civiles qui ont payé de leurs vies ces violences", a déclaré Mme Parly, en "s'associant aux condoléances" exprimées auparavant par son homologue allemande.

Lundi soir, un véhicule 4x4 piégé a fait irruption dans la cour d'une résidence de Gao. Son explosion a coûté la vie à trois civils et fait "deux blessés", selon un bilan provisoire communiqué lundi par le gouverne-

ment malien. Une source sécuritaire française a indiqué hier à l'AFP que le nombre de blessés s'élevait à "une trentaine".

Selon une source diplomatique occidentale au Mali, deux Cambodgiens, un Sud-Africain et un Zimbabween travaillant pour une société sous-traitants de l'UNMAS (le service de déminage de l'ONU) figurent parmi les blessés.

L'attaque a été revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou JNIM, selon l'acronyme arabe), principale alliance jihadiste du Sahel, liée à Al-

Qaïda, qui affirmait avoir visé des "forces britanniques, allemandes et canadiennes".

Lors de leur déplacement à Gao, les deux ministres, qui étaient à Bamako la veille, ont rendu visite au contingent allemand de la Minusma, la mission de l'Onu au Mali, ont constaté des journalistes de l'AFP. Gao, principale ville du nord du Mali, abrite une brigade franco-allemande dont la composante française est intégrée à Barkhane, qui traque les jihadistes dans la région du Sahel, et la composante allemande à la Minusma. Mme Parly devait ensuite

rencontrer les troupes françaises de Barkhane sur leur base de Gao, ainsi que des troupes estoniennes et britanniques.

Le nord du Mali est tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes, en grande partie dispersés par une intervention militaire lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France.

Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'Onu, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards.